

La Norvège dit zut à Macron : elle n'accueillera pas de migrants en provenance de l'Open Arms

écrit par Julien Martel | 29 août 2019



Malgré une demande de la France, le gouvernement norvégien a déclaré qu'il n'accueillerait pas de migrants qui auraient été embarqués par l'ONG espagnole Proactiva Open Arms.

Jøran Kallmyr, ministre norvégien de la Justice et de l'Immigration, a réitéré que son gouvernement a décliné l'offre de la France, déclarant que la Norvège n'accepterait pas non plus de migrants du ferry-boat Ocean Viking de Médecins sans frontières (MSF), [rapporte](#) NKR.

Tout en évoquant les raisons pour lesquelles il a rejeté la proposition de la France, Kallmyr a déclaré à NKR : *“Les mécanismes de base pour empêcher les gens de partir en mer ne sont pas en place. Cela s'applique, par exemple, à un système de dépistage, afin que nous puissions renvoyer rapidement en Afrique ceux qui ne veulent pas rester en Europe. Et avant que*

cela ne soit en place, nous ne voulons pas participer à une distribution de migrants."

.

Cette décision intervient après qu'Open Arms eut été autorisé à accoster sur l'île italienne de Lampedusa à la suite d'une longue impasse. Le ferry pour migrants avait été amarré au large de Lampedusa pendant six jours avant qu'un procureur italien local ne lui permette d'accoster et de débarquer les migrants qu'ils avaient à bord.

Après avoir reçu le feu vert pour accoster, le fondateur du Proactiva Oscar Camps s'est mis à twitter, écrivant : *"Après 19 jours, nous allons atterrir à Lampedusa aujourd'hui. Le bateau sera temporairement saisi, mais c'est un coût qu'Open Arms assume pour s'assurer que les gens à bord peuvent être pris en charge."*

Les interventions du procureur Luigi Patronaggio s'inscrivent dans le cadre d'une enquête sur une tentative présumée d'enlèvement et le refus d'obéir aux ordres visant le ministre national populiste italien de l'Intérieur Matteo Salvini.

Salvini répondit rapidement aux menaces du Patronaggio et s'est enfin décidé à décharger les migrants sur le territoire italien en disant : *"Si quelqu'un pense pouvoir me faire peur avec une énième plainte et veut un procès, il se trompe"*.

.

L'organisation Open Arms de Proactiva pourrait se voir infliger de lourdes amendes pouvant atteindre [900 000 euros](#) par le gouvernement espagnol pour avoir pris en charge les migrants. S'adressant aux médias espagnols, la vice-première ministre espagnole Carmen Calvo a déclaré : *"L'Open Arms n'a pas de permis de sauvetage."*

Source : [Voice of Europe](#), 26 août 2019.
Et de source norvégienne directe : [NKR](#).